

169. — 2 JUILLET 1860. — *Loi qui autorise la concession d'un chemin de fer de Morialmé à la frontière française* (1). (Monit. du 3 juillet 1860.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Art. 1^{er}. Le gouvernement est autorisé à concéder à la société anonyme des chemins de fer de l'Est belge, aux clauses et conditions de la convention et du cahier des charges en date du 29 février 1860, et sous les modifications portées par l'art. 3, un chemin de fer de Morialmé à la frontière française pour s'y raccorder à la ligne des Ardennes.

Art. 2. Le cahier des charges comprendra la disposition additionnelle suivante :

« Les chemins de fer de Charleroi à Louvain, de Châtelaineau à la frontière française, et les embranchements industriels construits et à construire, seront considérés, pour la perception des péages, comme ne formant qu'une seule ligne à laquelle on appliquera les tarifs en vigueur pour les chemins de fer de l'État.

« Il en sera de même pour la circulation du matériel de la société concessionnaire et de celui des lignes étrangères admis en relation de service.

« Les livrets réglementaires de l'État seront appliqués à ces lignes. En conséquence, la perception des péages, la circulation du matériel, le mode et les conditions de transport seront réglés conformément à ces livrets.

« Toutes stipulations contraires sont annulées par le présent article additionnel. »

Son art. 6 sera rédigé comme il suit :

« Si le département des travaux publics le jugeait nécessaire, la société concessionnaire serait également tenue à établir la ligne de Châtelaineau à Morialmé à double voie et à exproprier, le cas échéant, comme pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à cet effet. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre signé par le ministre des travaux publics, M. JULES VANDERSTICHELEN.

170. — 2 JUILLET 1860. — *Arrêté royal par lequel le sieur Simons est promu au grade d'officier*

de l'ordre de Léopold. (Monit. du 3 juillet 1860.)

Motifs. « Voulant reconnaître, par un nouveau témoignage de notre bienveillance, les services rendus dans la carrière judiciaire, depuis près de cinquante ans, par M. Simons (Jean-Henri), conseiller à la cour d'appel de Gand, ancien procureur impérial à Almelo, ancien juge d'instruction au tribunal de Turnhout, ancien président du tribunal de Furnes, ancien vice-président du tribunal de Bruges et ancien président du même tribunal. »

171. — 4 JUILLET 1860. — *Loi qui apporte des modifications à la loi du 24 mai 1838 sur les pensions militaires* (2). (Moniteur du 7 juillet 1860.)

Léopold, etc. Les chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. Par modification à la loi du 24 mai 1838, sur les pensions militaires, les pensions des sous-officiers et soldats du corps de la gendarmerie seront réglées, à l'avenir, d'après les assimilations de grade suivantes :

a. Les sous-officiers au grade d'adjudant.

b. Les brigadiers et gendarmes au grade de sergent.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État, et publiée par la voie du *Moniteur*.

Contre-signé par le ministre de la guerre, M. le baron CHAZAL.

172. — 4 JUILLET 1860. — *Acceptation de la loi du 28 juin 1860 qui accorde la grande naturalisation au sieur de Grand'ry (Georges-Louis-Raymond), industriel à Verviers, né dans cette ville le 17 novembre 1835.* (Monit. du 7 juillet 1860.)

173. — 4 JUILLET 1860. — *Arrêté royal portant application du système décimal à la prescription et au débit des médicaments.* (Monit. du 7 juillet 1860.)

Léopold, etc. Vu l'art. 5, §§ 3, 4 et 5, de la loi du 9 juillet 1838, ayant pour objet l'introduction

(1) Présentation à la chambre des représentants le 6 mars 1860. — Exposé des motifs (*Annales*, p. 862-866). — Rapport le 17 mars, p. 939-940. — Discussion et adoption le 21 mars.

Rapport au sénat le 21 juin 1860. — Discussion le 22 et adoption le 23 juin.

(2) Présentation à la chambre des représentants le 29 mai 1860. — Exposé des motifs (*Annales*, p. 1454). — Rapport le 12 juin, p. 1541. — Discussion et adoption le 28 juin.

Rapport au sénat le 29 juin 1860. — Discussion le 30 juin et adoption le 2 juillet.